

Our man in Kinshasa

Le Luxembourg participera à l'opération de l'Union européenne pour sécuriser les élections à la République démocratique du Congo, c'est ce qu'a annoncé le ministre de la défense Jean-Louis Schiltz lors d'une conférence de presse mardi dernier. La moitié des forces grand-ducales, à savoir un officier, sera sur place à Kinshasa, le reste des troupes sera engagé à ... Potsdam, au sein du commandement des opérations. La distribution des forces européennes sera du même genre, avec seulement quelques centaines de soldats à Kinshasa, une réserve au Gabon et le reste en Europe. Face aux interrogations sur l'existence d'intérêts matériels européens, le ministre a assuré qu'il ne s'agissait pas de mettre la main sur des richesses naturelles, mais bien de favoriser une stabilisation du pays. Schiltz, qui est également ministre de la coopération, a insisté que l'aide matérielle et la sécurité n'allaient pas l'un sans l'autre et que cette intervention répondait à un devoir de solidarité. Or, si en cas de troubles graves, les forces mises en oeuvre seront suffisantes pour évacuer les observateurs européens, il en faudrait beaucoup plus pour rétablir la paix. Schiltz s'est refusé à commenter cette dernière éventualité. En habile stratège, il sait qu'il ne faut jamais dévoiler ses plans - même et surtout quand on n'en a pas.

Zübeyde Ersöz endlich frei

Nur zwei Tage nachdem der Anwalt Marc Elvinger in einem anderthalbstündigen Plädoyer die Argumente gegen eine Auslieferung von Zübeyde Ersöz an die türkischen Behörden aufgelistet und sogar die Staatsanwaltschaft von einem "Affront" seitens der Türkei gesprochen hatte, fiel eine Entscheidung die eigentlich seit Monaten überfällig war: Die kurdische Journalistin darf nicht ausgeliefert werden und muss nach Erstellung provisorischer Aufenthaltspapiere auf freien Fuß gesetzt werden. Falls das Migrationsministerium ebenfalls, wie von Minister Nicolas Schmit versprochen, "gewissenhaft und prioritär" den reaktivierten Asylantrag behandelt, dürfte diese mittlerweile dreieinhalb Monate andauernde Schauer-geschichte doch noch ein gutes Ende finden.

Harmlose Nacktfotos?

Am Mittwoch widmete RTL zehn Minuten bester Sendezeit der Affäre um den Escher Geographieprofessor, der vor drei Wochen zwangsweise in Pension geschickt wurde. Dem Mann war unter anderem vorgeworfen worden, Nacktfotos von minderjährigen Mädchen gemacht zu haben. In der Sendung rechtfertigte er sich damit, es habe sich fast immer um Porträts gehandelt, jeweils mit dem mündlichen Einverständnis der Eltern. Nacktfotos habe er nur von einer 17- und einer 24-jährigen gemacht. Schockierend ist, dass der Ex-Lehrer nichts dabei findet, Schutzbefohlene in eine so heikle Situation gebracht zu haben. Er habe immer klargestellt, dass ihre Entscheidung keinen Einfluss auf ihre schulische Bewertung haben würde. Als ob Jugendliche in einer solchen Situation frei handeln könnten. Schockierend ist aber auch, wenn ein RTL-Journalist es in einer "carte blanche" für nötig findet, den Mann zu rehabilitieren und ihn lediglich als "naïv" oder "nicht ganz gescheit" darstellt. Auch wenn die Staatsanwaltschaft ein "non-lieu" ausgesprochen hat, so hat der Lehrer die Abhängigkeit von Schülerinnen ausgenutzt - sowohl für Porträts als auch für Nacktfotos. Das ist keine Harmlosigkeit, sondern eine klare Übertretung der Grenzen, die sich einer Autoritätsperson im schulischen Kontext stellen. Die zweithöchste aller möglichen Sanktionen des "conseil de discipline" des öffentlichen Dienstes ist vielleicht nicht strafrechtlich zu verstehen, sie ist aber im Rahmen einer auch von Magistraten besetzten Kommission zustande gekommen.



Fin 2005, l'Union européenne a adopté un Code de conduite accompagnant la libéralisation du marché de l'armement. 22 pays dont le Luxembourg ont signé ce code qui entrera en vigueur le 1er juillet. Le woxx s'est entretenu avec Claudio Gramizzi du GRIP.

(photo: GRIP)

COMMERCE DES ARMES

"Plus de transparence pour les acteurs économiques"

woxx: Le 1er juillet, le Code de conduite accompagnant la libéralisation du marché de l'armement de l'Union Européenne entrera en vigueur. Les ONG antimilitaristes revendiquent depuis longtemps des règles pour le marché d'armes. Le Code adopté va-t-il dans la bonne direction?

Claudio Gramizzi: En fait, l'Union européenne connaît actuellement deux Codes de conduite concernant l'armement - le premier étant celui de la libéralisation du marché que vous avez mentionné. Pour tous ceux qui souhaitent voir l'Europe le moins impliqué possible dans toutes sortes de transferts d'armes vers des destinations sensibles, c'est plutôt le deuxième code, celui concernant les exportations d'armement, qui est important. D'après ce code, toute demande de licence d'exportation extra-communautaire doit être soumise au respect de certains critères. Par contre, le premier code poursuit un but quelque peu contradictoire, à savoir celui de renforcer la compétitivité de l'industrie européenne et donc créer des conditions qui favorisent les exportations.

Quelles réactions ce code risque-t-il de déclencher sur le marché?

Il est très difficile de faire des prévisions à long terme. Ce code pourrait avoir essentiellement des effets sur le marché et l'industrie européenne de la défense. Vu les stratégies nationales et protectionnistes des Etats membres de l'Union Européenne, l'industrie de l'armement est fortement fragmentée. A titre d'exemple, pour ce qui est de l'armement dit léger, à côté de trois ou quatre grands

producteurs, il existe une cinquantaine de petites et moyennes d'entreprises. Une libéralisation du marché pourrait provoquer la restructuration du secteur industriel tout entier, par exemple par une concentration des grands acteurs et la disparition d'une partie des petits.

Quelles peuvent être les conséquences de cet effet de concentration?

Il faudra surtout voir comment s'ajustera le marché. Un scénario de concentration pourrait avoir un certain avantage du point de vue des contrôles. Une réduction des acteurs pourrait faciliter les contrôles et donc rendre le marché plus transparent. A part cela, je vois surtout l'enjeu social, notamment celui de l'emploi.

Claudio Gramizzi

Depuis 2002 Claudio Gramizzi est chargé des recherches sur les transferts d'armement au sein du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) à Bruxelles. Le GRIP a pour objet l'étude, la recherche, l'information et la formation sur les problèmes de paix, de défense et de désarmement dans la perspective de l'amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde. Le GRIP étudie notamment les mécanismes de la prolifération des armements en fonction des besoins légitimes de la sécurité et de la défense. Indépendant et pluraliste il s'efforce de développer des analyses scientifiques rigoureuses.

Dans une note d'analyse, le GRIP qualifie l'adoption du Code de conduite de "brillant premier anniversaire" pour l'Agence Européenne de Défense créée il y a un an. En quoi consisterait ce cadeau?

L'adoption du code pourrait en quelque sorte court-circuiter le fonctionnement de l'intégration européenne. L'Agence Européenne de Défense n'est pas une institution communautaire, elle est un instrument intergouvernemental. En lui transférant la responsabilité pour tout le programme du code, on lui a donné un mandat très important. Au lieu de s'orienter vers une politique européenne unique, on a donc favorisé à nouveau une politique intergouvernementale. On est toujours très loin d'une définition commune de la politique de défense.

L'approche des deux codes est volontaire et non contraignante. Quelle valeur peut-on attribuer à un tel engagement des Etats membres?

En général, les engagements internationaux dans ce domaine sont non contraignants. Les systèmes de vérification et de sanctions sont très rares. Les dispositions imposées par le code des exportations sont parfois violées, comme par exemple l'embargo de l'UE envers la Chine. Aucune institution n'est mandatée pour intervenir ou appliquer des sanctions éventuelles.

Un des principes sur lesquels le code de conduite pour la libéralisation repose, est la "transparence et responsabilité mutuelle".

Les instruments prévus par le code vont faciliter le dialogue entre les autorités nationales d'un pays et les acteurs indus-

triels d'un autre pays. Il y aura donc plus de transparence pour les acteurs économiques. Or, dans le sens démocratique du terme, il n'y pas de garantie pour un accroissement de la transparence.

Le parlement européen déclare dans un rapport adopté le 17 novembre être convaincu que "la nouvelle législation européenne en matière de marchés publics de la défense ne devrait pas permettre aux intérêts commerciaux américains de s'introduire unilatéralement sur les marchés publics européens de la défense". Partagez-vous cette conviction?

Non, d'autant plus qu'on assiste d'ores et déjà à une course pour l'Europe de la part de l'industrie américaine. Un certain nombre d'acteurs européens ont été rachetés par des entreprises américaines. Il est difficile de prévoir si une libéralisation renforcera l'industrie européenne, ce qui est certainement l'intention des initiateurs du Code de conduite. Si cela était le cas, l'Europe pourrait en effet jouer le rôle d'un certain contre-poids par rapport aux Etats-Unis.

Quels en seraient les avantages?

Tout en précisant que cela n'est sûrement pas notre souci le plus cher, je dirais qu'un renforcement de l'industrie européenne de défense pourrait donner à l'Union européenne un plus grand poids et donc renforcer les possibilités de faire passer son approche que je dirais plutôt centrée sur le dialogue et la diplomatie que l'approche de l'administration américaine actuelle. Cependant, je tiens à préciser qu'une directive ou un Code de conduite au niveau de l'industrie militaire ne sera pas une solution miracle pour la politique d'intégration et la politique étrangère européenne. Tout cela devrait passer plutôt par une politique de défense commune dont on est loin. L'exemple iraquien a bien illustré cela.

Si on considère l'histoire des pays européens ainsi que leurs positions actuelles, il y a peu de raisons pour croire que l'Europe adopte une approche plus pacifique que les Etats Unis.

A long terme, il sera peut-être possible de renforcer cette Europe du dialogue par rapport au recours systématique à la force. Mais nous en sommes encore très loin.

Le traité constitutionnel pour l'Europe prévoit une augmentation des dépenses militaires des pays membres. Faut-il être plus fort pour négocier "autrement"?

Au sein du GRIP, nous sommes loin d'être de l'avis qu'une augmentation des dépenses militaires soit nécessaire. Le fait d'avoir une armée unique pourrait - à très long terme - réduire le champ d'action des armées nationales, ce qui, indirectement, pourrait doter l'Union d'une seule vision sécuritaire, renforçant par la même occasion son poids politique.

Interview: Danièle Weber